L'enseignement spécialisé à Strasbourg puis dans le Bas-Rhin de 1945 à 1977

Jean-Thomas Schmidt et Dominique Lerch

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/193>
DOI : 10.4000/alsace.193
ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2010
Pagination : 275-300
ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Jean-Thomas Schmidt et Dominique Lerch, « L'enseignement spécialisé à Strasbourg puis dans le Bas-Rhin de 1945 à 1977 », *Revue d'Alsace* [En ligne], 136 | 2010, mis en ligne le 01 octobre 2013, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/193> ; DOI : 10.4000/alsace.193

L'enseignement spécialisé à Strasbourg puis dans le Bas-Rhin de 1945 à 1977

En 1945 l'Alsace retrouve la France. L'enseignement spécialisé auquel incombe la prise en charge des enfants dits « inadaptés », suit l'évolution générale de cet enseignement. L'organisation pédagogique d'écoles autonomes de perfectionnement, créées par la loi de 1909¹, mais relativement peu développées en France a, en Alsace et cela depuis 1897, la faveur par rapport aux classes uniques annexées. Après une période de progression lente dans ce secteur, de 1945 à 1960, nous assistons, de 1960 à 1972-1973, à un nouveau temps fort avec des créations multiples dues en particulier aux « besoins » chiffrés par différents plans. La toile d'araignée s'étend : les classes de perfectionnement sont ouvertes hors de l'agglomération strasbourgeoise et gagnent les coins les plus reculés du département passant par les chefs-lieux d'arrondissement, puis les bourgs et les villages importants. Là, les classes annexées l'emportent sur les écoles autonomes.

Les demandes de création ayant été à peu près satisfaites en ce qui concerne les classes spécialisées, sauf pour les Sections d'Education Spécialisés (S.E.S.), une première mutation dans les années 1970 s'esquisse : corriger les effets de filière irréversible des classes de perfectionnement

1. Les classes de perfectionnement ayant été créées par la loi du 15 avril 1909, il fallut les accompagner d'instructions, avec l'arrêté du 18 août 1909, relatif au programme et son annexe (instruction générale) et les instructions du 25 août 1909. Ces instructions sont restées en vigueur près de 55 ans. L'arrêté du 12 août 1964 et diverses annexes réactualisent celles de 1909 et demandent aux maîtres de « promouvoir une pédagogie renouvelée ». A ce moment-là est apparue la nécessité d'une diversification et d'une spécialisation plus grandes au sein même de l'enseignement spécial, qui devient « enseignement spécialisé » et étend ses options spécifiques. Voir ROCA (Jacqueline), *De la ségrégation à l'intégration. L'éducation des enfants inadaptés de 1909 à 1975*, Paris, C.T.N.E.R.H.I., 1992, 340 p. et PROST (Antoine), « Scolarisation obligatoire et handicap en France de 1992 à 2006 », *Responsabilité professionnelle. Scolariser tous les élèves*, Actes du colloque F.A.S. - U.S.U. - INS-HEA, Paris, *Le Monde de l'Education*, 2008, pp. 17-35.

par des structures de prévention et d'adaptation des Groupes d'Aide Psycho-Pédagogique (G.A.P.P.) et des classes d'adaptation et, ce qui est plus difficile, reconvertir certains personnels en les sur-spécialisant : psychologues scolaires, rééducateurs en psycho-pédagogie (R.P.P.) et rééducateurs en psycho-motricité (R.P.M.) avec des écarts entre le réel et les choix politiques. Suivons donc l'invitation de Paul Leuilliot, dans son introduction à *Médecine et assistance en Alsace* et, à travers les implantations de postes, les questions de formation ou de mutation, examinons « les attitudes souvent égoïstes devant le faible [...] l'enfant handicapé, le débile mental [...] »².

Reprise de l'enseignement spécialisé en 1945, une évolution en douceur de 1947 à 1960

D'après les statistiques scolaires de la Ville de Strasbourg nous connaissons les écoles de perfectionnement ayant fonctionné dès 1945 et le nombre d'élèves les ayant fréquentées :

Strasbourg Ancienne Gare	197 élèves
Cronenbourg	52 élèves
Koenigshoffen	45 élèves
Neuhof	103 élèves
Neudorf	139 élèves
Robertsau	46 élèves
Hospice Stéphanie	25 élèves

Au total, fin 1945, 607 élèves, environ 27 classes de perfectionnement avec une moyenne de 23 élèves par classe, chose courante à cette époque. En 1948, une classe pour amblyopes y est ouverte avec 16 élèves ; Haguenau crée une classe de perfectionnement, la première hors de l'agglomération strasbourgeoise et de ses villes satellites ; à La Broque, la première classe de l'école publique Oberlin, école qui accueille des enfants atteints de troubles relationnels, est également ouverte³. Le nombre de classes pour tout le Bas-Rhin dépasse alors les trente-cinq. Pour l'année 1951, est à signaler l'ouverture de l'Ecole de Plein Air « La Faisanderie » dans la forêt du Neuhof avec deux classes de plein air⁴.

2. Strasbourg, Istra, 1976, p. 13.

3. Sur cette école, et son importance dans la formation des éducateurs, notre compte rendu sur Toulouse Saint-Simon dans *Paedagogica Historica*, XXXVIII, 2002, 2-3, pp. 708-710.

4. Sur l'école de plein air, un colloque international : CHATELET (Anne-Marie), LERCH (Dominique), LUC (Jean-Noël), *L'école de plein air. Une expérience pédagogique et architecturale dans l'Europe du XX^e siècle*, Paris, Editions Recherches, 2003, 432 p. donne un bilan précis.

En 1955, sont créées une école publique avec deux classes de perfectionnement annexée à l'Institut médico-pédagogique « Les Magnolias » des Etablissements Hospitaliers Départementaux à Bischwiller, une deuxième classe à la Clinique Infantile et une classe au Foyer Dépositaire (Hospices Civils). L'effectif total comptabilisé se monte à 790 élèves pour la Ville de Strasbourg. Le nombre de classes est voisin de 40 pour Strasbourg et dépasse 50 pour le département, c'est-à-dire qu'il a doublé en 10 ans. En 1957, est créée la première Ecole Nationale de Perfectionnement implantée dans l'Académie de Strasbourg, à Illkirch-Graffenstaden, son ouverture a lieu en avril 1965.

En 1959, en Avignon, au mois de mars, ont lieu les « Journées de l'enfance inadaptée », conduites par l'Inspecteur Général Petit. Il y fait le bilan des progrès réalisés : 180 maîtres reçus au Certificat d'Aptitude à l'Enseignement des Arriérés (C.A.E.A.) en 1958, 500 classes de perfectionnement en France, 600 000 élèves bénéficient de l'enseignement spécialisé. Les objectifs envisagés sont l'unification de tout l'enseignement spécialisé et la création de nouveaux centres de formation spéciale en province. Au budget de l'Education est prévue la création, pour la rentrée de septembre 1959, de 300 classes de perfectionnement.

Durant ces quinze années, qui suivent la Libération, c'est surtout Strasbourg et ses environs immédiats qui ont bénéficié de l'effort d'implantation de classes spécialisées ; à part quelques créations isolées, ce sont les écoles autonomes qui ont pris des tailles imposantes. Elles accueillent 960 élèves, 46 classes, et 14 classes existent en dehors de la ville. En 1960, le Syndicat national des instituteurs demande la création de classes de perfectionnement dans les bourgs importants des différents arrondissements du Bas-Rhin.

Expansion « explosive » de l'enseignement spécialisé de 1961 à 1972-73 : de Strasbourg à l'ensemble du département

L'expansion chiffrée

A une période d'expansion lente et régulière succède une période d'expansion rapide. Les pouvoirs publics votent des crédits qui permettent la création en nombre croissant de classes spécialisées. Aux Journées de l'enfance inadaptée à Dijon en avril 1961, l'Inspecteur Général Lhéritier annonce la décentralisation du Centre National de Pédagogie Spéciale de Beaumont-sur-Oise et propose l'ouverture de cinq centres régionaux de formation de maîtres spécialisés : Lille, Caen, Toulouse, Lyon et Strasbourg.

Il précise qu'il y a actuellement en France 4 250 classes spécialisées et qu'il en faudrait 25 000.

Sur le plan local, notons la création d'une Ecole Nationale du 1^{er} degré, anciennement Ecole Batelière, et l'ouverture de la première classe pour handicapés moteurs à Strasbourg, classe annexée à l'école primaire du Polygone. D'autres créations ont lieu.

Pour les années 1962-1965, le Plan d'Equipement pour la France prévoit la création de 1 000 classes par an et l'ouverture de 100 établissements spécialisés. Sur le plan local, sur dix postes de perfectionnement demandés au Ministère, six postes sont obtenus ; ils permettent de régulariser quelques situations officielles.

L'effort accompli en France est considérable et mérite d'être relevé. La comparaison entre l'Allemagne et la France montre que cette dernière, partie avec un sérieux handicap, grignote peu à peu l'avance prise par l'Allemagne⁵ et si le rythme de créations annoncé pour la période de 1962 à 1965 est réalisé, la France peut rattraper l'Allemagne dans les deux à trois ans.

Nombre de classes de perfectionnement créées entre 1909 et 1962 : Allemagne - France

Allemagne	France
Année 1910 : 1 644 classes	Année 1909 : 0 classes
Année 1927 : 3 966 classes	Année 1928 : 86 classes
Année 1938 : 3 190 classes	Année 1937 : 225 classes
Année 1950 : 3 033 classes	Année 1947 : 400 classes
Année 1951 : 3 355 classes	Année 1951 : 1 145 classes
Année 1956 : 3 991 classes	Année 1956 : 1 836 classes
Année 1961 : 5 789 classes	Année 1961 : 4 250 classes
Année 1962 : 6 381 classes	Année 1962 : 4 550 classes

En 1963, une vague importante de créations arrive : sur les 24 postes demandés pour le Bas-Rhin, 13 postes sont accordés. L'Inspection académique peut commencer à couvrir le département et les premières classes spécialisées annexées s'ouvrent dans les chefs-lieux de circonscription ; notamment est créée la première classe de perfectionnement à Sarre-Union. En 1964, l'essentiel des créations a de nouveau lieu à Strasbourg : les classes

5. On doit à Sieglind ELLGER-RÜTTGARDT une synthèse comparative sur l'histoire de cet enseignement : *Geschichte der Sonderpädagogik*, Munich, UTB, 2008, 382 p.

pour handicapés moteurs (trois classes) deviennent école autonome, une école autonome avec quatre classes est créée à la Canardière (Meinau), d'autres classes sont implantées à la Robertsau, au Polygone, à l'Institut de Puériculture, à l'école du Schluthfeld, à l'école Gutenberg.

On prévoit aussi pour l'année suivante l'ouverture de l'Ecole Nationale de Perfectionnement pour « débilés légers » à Illkirch-Graffenstaden. La ville de Strasbourg totalise alors 76 classes spécialisées, le Département plus de 100 classes. M. Pautrat, Inspecteur, présidait en cette année 1964 les premiers jurys des nouvelles promotions de candidats au Certificat d'Aptitude à l'enseignement des inadaptés (C.A.E.I.) issus du Centre Régional de Formation de Strasbourg. En 1965 sont à noter l'ouverture d'une classe annexée à Wissembourg (école catholique de garçons) et celle d'une classe annexée à l'école publique Sainte-Foy à Sélestat. En 1966, les classes annexées de l'école J.-B. Schwilgué sont transformées en une école autonome à quatre classes, de même que les cinq classes, à présent, pour handicapés moteurs forment l'Ecole Autonome pour Handicapés Moteurs. Strasbourg Ville compte 1 263 élèves dans les classes spécialisées, 695 garçons et 568 filles, soit près de 80 classes.

Une Inspection spécialisée pour l'enfance inadaptée

En 1966 est créée l'Inspection spécialisée pour l'Enfance Inadaptée⁶, présidée par l'Inspecteur spécialisé M. Pautrat ; M^{me} Pautrat dirige le secrétariat. Les classes de perfectionnement furent à l'époque toutes détachées des circonscriptions locales et rattachées administrativement et pédagogiquement à l'Inspection de l'Enfance Inadaptée. Ce fut la floraison de l'enseignement spécialisé en Alsace qui commença alors.

En 1967, les quatre classes de perfectionnement annexées, à Illkirch-Graffenstaden, sont transformées en une école autonome de perfectionnement. L'école de perfectionnement J.-B. Schwilgué obtient sa 5^e classe, enfin on ferme de nouveau l'école de l'Ancienne Gare et on ouvre cette école à Saint-Jean avec 131 élèves. Autre transformation en école autonome de perfectionnement : les sept classes de Strasbourg Polygone sont groupées en une école. 19 candidatures pour le stage C.A.E.I. sont retenues et 3 candidatures pour le stage de psychologue scolaire. L'année 1968 semble être une année faste pour l'enseignement spécialisé en Alsace, en effet sur 31 postes demandés 23 postes sont accordés, ce qui permet des créations à travers tout le département dont la création de six classes à l'école primaire publique spécialisée « Les Mouettes du Rhin ». Cette école est implantée dans un I.M.P. (Institut Médico-Pédagogique)

6. PHILIP (André), *Inspecteur : de l'AIS à l'ASH*, Suresnes, INS-HEA, 2006, 230 p. Voir les inspections de la Moselle et du Bas-Rhin, pp. 12-18.

accueillant également des « débilés » moyens et profonds. Ces postes permettent l'ouverture d'une classe annexée à Drulingen et une montée en puissance à la Canardière, à Sélestat et à Sarre-Union. Strasbourg Ville compte 1 407 élèves dans les classes spécialisées, 773 garçons et 634 filles répartis dans 90 classes dirigées par 45 instituteurs et 45 institutrices.

Ouverture des premières Sections d'Education Spécialisée

En 1969 ont lieu les deux premières ouvertures de Sections d'Education Spécialisée dans le Bas-Rhin, en solution de continuité entre le primaire et le collège⁷ : une à Erstein et une à La Broque. Cette dernière est issue de l'école publique de perfectionnement accueillant des élèves présentant des troubles relationnels, les élèves sont originaires des trois départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle et sont hébergés dans un internat privé sous protocole d'accord.

69 élèves étrangers sont comptés à part, c'est l'amorce de la création de classes spécialisées pour étrangers dans le Bas-Rhin. En 1970, une S.E.S. est ouverte à Lingolsheim ; par ailleurs diverses écoles autonomes sont créées dont Bischwiller avec quatre classes et diverses classes annexées sont ouvertes dans le département, dont celle de Wingen-sur-Moder.

Pour l'année 1971, deux S.E.S. sont créées : une à Sélestat et une à Strasbourg-Cronembourg. Des créations de classes spécialisées sont à noter à Ingwiller et à Diemeringen. Il y a alors, dans le Bas-Rhin, 224 classes, 270 maîtres dont 190 spécialisés avec un taux de spécialisation de 70,37 %.

Une association amicale naît : L'Association du Personnel de l'enfance Inadaptée (A.P.E.I.). Cette association amicale regroupant presque tout le personnel enseignant spécialisé du Bas-Rhin, avait été reconstituée après la guerre par M. Zirnheld, directeur d'école. Elle avait été, suite à la création de l'Inspection Spécialisée et la cooptation de M. Pautrat, Inspecteur Spécialisé, revigorée sous la présidence de M. Herrbach. Voici un extrait d'un rapport de l'Inspecteur Spécialisé adressé à l'Inspecteur d'Académie sur les activités de l'A.P.E.I. :

Il convient de noter l'activité grandissante de l'Association du Personnel de l'Enfance Inadaptée qui, regroupant la totalité des effectifs dans une ambiance de travail et d'amitié, assure avec mon concours et votre appui des tâches multiples : séjours de plein air à Labaroche (quatre sessions de quinze jours chacune concernant 400 enfants), éditions de plaquettes et études consacrées à l'Enfance Inadaptée ; organisation de manifestations dans le département avec

7. COUSIN (Christian), *Enseigner en SEGPA et en EREA*, Paris, Delagrave, 2003, 192 p. accorde une place aux textes fondateurs (1964-1967). On mesure donc ici le temps d'incarnation d'une politique.

exposés et démonstrations ; animation de groupes de travail et de recherche que je me propose d'étendre ». Il faut ajouter que depuis ce rapport datant de 1971, l'A.P.E.I. devenue E.N.-A.P.E.I. (Education Nationale) a grandi encore et a pu, grâce au dévouement de feu M. Herrbach, acquérir une colonie de vacances dans les Vosges, près du Col des Bagenelles, où tous les enfants relevant de l'enseignement spécialisé du Bas-Rhin peuvent passer des séjours de classes vertes et de classes de neige.

1973-1977, fin de l'expansion

L'année 1973 marque la fin de la période d'expansion et de création des classes de perfectionnement dans tout le département. Commence une période de restructuration, « d'affinement » ; on crée des classes d'adaptation, le premier Groupe d'Aide Psycho-Pédagogique se met en place ; parallèlement l'implantation des S.E.S. se poursuit à la Montagne Verte (à Strasbourg) et à Haguenau. Cette année, le service à l'enfance inadaptée compte 267 emplois. En 1974, le rythme de création pour les S.E.S. se maintient à deux par an : ouverture à Schiltigheim-le-Marais et au Neuuhof-Stockfeld, cela a pour conséquences la restructuration des écoles autonomes voisines. La dernière école autonome à Saverne avec trois classes est ouverte.

Les psychologues scolaires

Dix circonscriptions d'Inspection sont pourvues d'un psychologue scolaire⁸ : Strasbourg II, Strasbourg III, Strasbourg IV, Strasbourg-Campagne I, Strasbourg-Campagne II, Haguenau, Sélestat, Erstein, Molsheim et la circonscription de l'Enfance Inadaptée ; un onzième psychologue est détaché au Centre de Formation C.A.E.I.. En septembre 1974 fonctionnent encore neuf classes-ateliers à Obernai (4), Lauterbourg, Seltz (2), Sarre-Union, Solignac. On constate la première chute des effectifs pour Strasbourg-Ville qui passent à 1 439 élèves, 822 garçons et 617 filles, le nombre des classes évoluant de 97 en 1973 à 93 pour 1974.

8. Pour saisir l'évolution de ce métier nouveau, BELANGER (Nathalie), *De la psychologie scolaire à politique de l'enfance inadaptée*, Paris, CTNERHI, 2002, 148 p.

Des restructurations et quelques ouvertures

L'année 1975 est marquée par des restructurations et des transferts. L'école autonome de perfectionnement de la Robertsau est supprimée (départ à la retraite du directeur) et les classes sont rattachées à l'école Schwilgué. L'école autonome des Handicapés Moteurs est transférée et rattachée à l'Institut Médico-Educatif « Les Iris ». Cet Institut Médico-Educatif (I.M.E.) bénéficie d'une nouvelle construction et peut accueillir deux classes supplémentaires grâce à la création d'un internat de 72 élèves venant du Bas-Rhin et du Haut-Rhin. Deux nouvelles S.E.S. sont ouvertes : l'une à Saverne, l'autre à Wissembourg. Strasbourg-Ville perd des élèves, leur nombre passe à 1 363.

En 1976-1977, deux nouvelles S.E.S. sont ouvertes à la rentrée : Mundolsheim et Sarre-Union ; deux autres ouvertures sont prévues pour 1977 : une à Illkirch et une autre à Reichshoffen, une troisième est « en attente » : Lezay-Marnésia à Strasbourg. A la rentrée, quatre circonscriptions sont encore dépourvues d'un psychologue scolaire : Sarre-Union, Wissembourg, Strasbourg Maternelle I et Strasbourg Maternelle II. Comme quatre psychologues terminent leur stage en 1977, ces quatre circonscriptions pourraient être pourvues si aucune « évasion » n'a lieu ; pour Sarre-Union cela pourrait être l'amorce d'un G.A.P.P. (Groupe d'Aide Psycho-Pédagogique).

La mise en place de trois nouveaux G.A.P.P. à la rentrée 1976 porte à cinq le nombre des G.A.P.P. fonctionnant dans le Bas-Rhin :

- Ecole Guynemer (Strasbourg Maternelle I)
- Illkirch Sud (Strasbourg I)
- Reuss (Strasbourg III)
- Schwilgué (Strasbourg IV)
- Rue des Sources (Saverne)

Trois stagiaires rééducateurs-psychomoteurs (R.P.M.) sont en formation à Strasbourg et deux stagiaires rééducateurs psycho-pédagogiques (R.P.P.) sont en formation à Beaumont-sur-Oise. Un rééducateur en psycho-pédagogie étant déjà en place à Sélestat, on pourrait envisager l'implantation de quatre autres G.A.P.P. en 1977 dont deux fonctionneraient pour le moment sans R.P.P.⁹.

9. Les travaux de Catherine DORISON permettent de comprendre les rivalités nombreuses (médecine/éducation ; enseignement généraliste/spécialisé). Par exemple, « La place de la pédagogie dans les relations entre enseignants spécialisés et enseignants des classes ordinaires : du tabou à la collaboration », *Les Sciences de l'Éducation*, 39, 4, 2006, pp. 63-79.

Un équilibre atteint en 1973?

En 1973, on peut dire que le Bas-Rhin a atteint un équipement en classes de perfectionnement (G.A.P.P. et S.E.S. exclus) quasi complet. Car, si on se réfère au plan d'équipement établi par les services de l'Inspection Académique, suite à une étude démographique de la population scolaire, le réseau scolaire à réaliser compte-tenu des effectifs théoriques calculés suivant les pourcentages indiqués par le V^e plan est de 193 classes alors que pour l'effectif scolarisé en 1971-1972 le nombre de « classes réelles existantes » est de 189 classes (189 classes pour déficients intellectuels plus 37 classes pour handicapés divers). Ce déficit de quatre classes peut être considéré comme minime vu l'importance et l'étendue du département du Bas-Rhin. On peut donc affirmer que la quasi totalité des enfants déficients intellectuels légers relevant de l'enseignement spécialisé a pu être accueillie dans le Bas-Rhin et que le département sans être « sur-équipé » est, à ce moment-là, équipé de façon complète¹⁰.

L'enseignement spécialisé étant devenu Adaptation scolaire et Education spécialisée, des mutations profondes s'opèrent : classes d'adaptation, G.A.P.P. et ses rééducateurs, formation professionnelle, tout cela conduit les écoles autonomes à « rétrécir », voire à disparaître, ainsi que beaucoup de classes de perfectionnement annexées, pour faire place à des G.A.P.P., des S.E.S.

Un reflet de l'évolution de la notion d'intervention pédagogique, de la classe de perfectionnement au groupe d'aide psycho-pédagogique...

Après une période d'expansion des classes de perfectionnement et des classes spécialisées, période pendant laquelle les besoins d'équipement sont, dans une bonne proportion, satisfaits pour « les enfants dont le handicap est définitif ou durable », l'éducation spécialisée qui leur est nécessaire doit être complétée par la mise en place de structures de prévention. La circulaire du 9 février 1970 est fondatrice ; apparaît un souci de changement de la

10. Solution de continuité avec la vigoureuse critique du recrutement social très marqué des élèves de classes auxiliaires due au Docteur Eugène Schlesinger, médecin scolaire à Strasbourg en 1907 (ELLGER-RÜTTGARDT Sieglind, *Lernhindertenpädagogik*, Berlin, UTB, 2003, pp. 83-89), car le témoin distancié qu'est SCHMIDT Jean-Thomas, (1897-1977, *80 ans d'éducation spécialisée en Alsace*, Mémoire de Beaumont-sur-Oise, 1977, 178 p.) n'est pas touché par les premières contestations radicales du concept de débilité légère et de son extension à des enfants du prolétariat, d'étrangers... Les travaux de Monique VIAL, Marie-Anne HUGON, Jacqueline GATEAUX-MENNECIER seraient à citer ici.

part du législateur : l'éducation spécialisée nécessaire doit être complétée par la mise en place de *structures de prévention*. Les inadaptations au cursus scolaire normal ne sont pas uniquement du fait de l'élève, mais aussi du fait de l'institution, de l'école même : telle est la prise de conscience. On admettait que l'enfant, dans son intérêt et dans celui de ses camarades, soit placé dans une classe ou école à part où les « soins » administrés devaient hâter la guérison. Cette tentative de guérison consistait dans un essai de rattrapage, de « récupération », de « perfectionnement » et, pour cela, on plaçait l'enfant dans une structure rigide, presque immuable, ségrégative : une sorte de salle de quarantaine qui n'en finissait pas. On extrayait l'enfant de son environnement naturel, on le séparait de ses camarades qui, dans leur cruauté enfantine, le percevaient comme un exclu, et lui-même se percevait également ainsi.

On justifiait cette ségrégation par le besoin de « déconditionnement suivi d'une réadaptation à un milieu transitoire visant la réintégration à des conditions normales de socialisation »¹¹. Malheureusement l'enfant une fois placé en classe de perfectionnement ne sortait pratiquement plus jamais de ce cycle spécial qui ne devait être que transitoire (deux cas en vingt ans de service a pu observer Jean-Thomas Schmidt). Certes l'enfant se plaisait dans ce cycle où on le valorisait, le sécurisait, mais si l'intégration à la nouvelle classe était, sauf exception, toujours une réussite, l'intégration et la socialisation dans le monde extérieur étaient peu souvent réussies ou du moins négligées. Le régime spécial maintient l'élève voire l'enfoncé dans l'inadaptation. Un remède reste à essayer : « la non-ségrégation des individus qui implique la non-ségrégation des institutions »¹².

Le Ministère, par décret du 12 juillet 1963, crée une équipe d'instituteurs spécialisés, titulaires du Certificat d'aptitude à l'éducation des enfants et adolescents déficients ou inadaptés (C.A.E.I.), en fait des « sur-spécialisés » : rééducateur en psycho-pédagogie et rééducateur en psycho-motricité. Par ailleurs, il met en place le G.A.P.P. qui doit « veiller à l'adaptation des élèves ». A ce duo, on peut ajouter le maître de la classe, continuateur de l'action des deux autres intervenants, et le psychologue scolaire. Ce quatuor, cette équipe, s'occupe de l'élève « dès les premiers signes qui font apparaître chez un enfant le besoin d'un apport de rééducations psycho-pédagogiques ou psycho-motrices », souvent les deux. C'était là une approche nouvelle du problème de l'inadaptation et de la déficience qui devait aboutir à des mesures *d'adaptation et de soutien* et d'individualisation très profonde de l'action éducative. Ce serait selon Eric Plaisance « la reconnaissance véritable que l'inadaptation d'un enfant n'est pas tellement le signe d'une faiblesse ou d'une déficience individuelle

11. PARENT P., GONNET Cl., *Les enfants inadaptés*, PUF, 1968, p. 62-63.

12. COLOMB J., *Echo, Bulletin du C.N.P.S.*, n° 50.

mais plutôt le témoin d'une rupture ou d'un déséquilibre entre ses possibilités et les exigences d'un milieu déterminé »¹³.

Conséquences de la réflexion sur l'aide psycho-pédagogique...

En février 1975, des recommandations venant de l'Inspection Générale et en particulier de MM. Toraille et Audigier quant à la prévention des inadaptations et aux G.A.P.P., sont adressées aux Inspecteurs d'Académie et aux Inspecteurs Spécialisés. Elles constatent que la mise en place des G.A.P.P. a lieu de façon fort différente d'un département à l'autre, que l'organisation et le rôle des G.A.P.P. sont interprétés de manière disparate. Ces recommandations bien que provisoires veulent mettre fin au développement anarchique préjudiciable à l'institution des G.A.P.P. et reflètent déjà la teneur de la circulaire du 25 mai 1976 reprenant le même sujet. Dans le cadre de la rénovation pédagogique dont les G.A.P.P. sont un élément, la priorité est donnée « aux actions de prévention et d'adaptation ». Il est rappelé que « toute pédagogie est adaptation en même temps qu'elle est compensation ». La règle doit être le maintien de l'enfant le plus possible dans le milieu scolaire ordinaire parmi ses camarades.

Le G.A.P.P. correspond à une phase nouvelle, transitoire dans la transformation de l'école dans son ensemble. Il est l'instrument privilégié assurant la liaison entre l'enfant, l'école, les parents et tous les autres intervenants, médecin, assistante sociale. Son implantation dans une école, son rattachement à l'école et non au centre médico-scolaire ou social montre bien qu'il est une institution scolaire composée de pédagogues désireux de collaborer avec les autres intervenants mais qui avant tout s'occupent de l'enfant à l'école et lui viennent en aide dès les premiers décrochements ou trébuchements. Sous l'effet et grâce à ce travail d'équipe, l'école devrait se transformer, perdre sa rigidité voire sa froideur. L'école et ses instituteurs deviendraient selon le vœu de M. Toraille une « *communauté éducative et vivante* ». Cette trilogie, communauté/éducation/vie, est bien un élément sinon l'élément de la rénovation pédagogique. Il faut citer ici un extrait d'un article de M. Toraille, Inspecteur Général, quelques mois avant la circulaire ministérielle du 25 mai 1976, et qui définit bien le rôle qu'il assigne au G.A.P.P. :

Le G.A.P.P. n'est pas un remède miracle. Il représente une réponse provisoire à une situation qui évolue (évolution de la société dans son ensemble, des milieux socio-culturels, des groupes sociaux, et évolution de l'école comme système et comme instrument d'éducation). Le G.A.P.P. est une structure temporaire qui se met en place pour compenser certaines lacunes du système éducatif ; il ne saurait devenir une institution, et à cause de cela il doit tout naturellement

13. PLAISANCE (Eric), *Les mauvais élèves*, PUF, 1973.

travailler à sa propre destruction, c'est-à-dire à se rendre inutile. Mais cette auto-destruction ne pourra avoir lieu que grâce à un changement de l'école, et à une rénovation pédagogique véritable, dont le G.A.P.P. peut être l'un des agents. C'est en ce sens qu'on a pu dire parfois que le G.A.P.P. est un agent de subversion pédagogique ¹⁴.

La circulaire du 25 mai 1976 assigne au G.A.P.P. la prise en charge d'un secteur d'environ 1 000 élèves, le décompte se faisant obligatoirement à partir de l'école maternelle avec addition des écoles élémentaires voisines et, s'il a lieu, de la Section d'éducation spécialisée auquel cas l'effectif pris en charge peut être sensiblement inférieur à 1 000 élèves. Pour le département du Bas-Rhin et d'après M. Pautrat, Inspecteur Spécialisé, cela représenterait 100 G.A.P.P. à ouvrir, or, il y en a 7 à la rentrée 1977. M. Pautrat s'est empressé d'ajouter « mais pourvu qu'il n'y en ait jamais 100 car beaucoup de maîtres trouveraient alors des élèves relevant du G.A.P.P. sans que vraiment ils en aient besoin ».

Les sections et classes d'adaptation...

La circulaire sur la prévention des inadaptations reconnaît que certains élèves ont besoin d'une action plus longue et plus intensive que la prise en charge par le G.A.P.P. :

Ce sont les enfants qui sont dans une situation plus grave et qui ont besoin, pour un temps, d'être retiré de la classe normale, *qui ne peut ni ne doit s'adapter* à eux, et être placés temporairement dans une classe spéciale où tout sera mis en œuvre pour leur faire faire les acquisitions et les expériences qui leur permettront ultérieurement de réintégrer avec toutes chances de succès l'enseignement normal.

Tel est l'objectif des *classes d'adaptation*.

D'autres classes sont destinées aux « enfants rencontrant des difficultés d'ordre relationnel, elles accueillent en vue de leur réadaptation, des enfants en situation d'échec scolaire total ou partiel non imputable à des déficiences intellectuelles ou sensorielles ou physiques caractérisées » pour lesquels les interventions éducatives des membres du G.A.P.P. sont insuffisantes et ne permettent pas le maintien dans une classe normale. Le ministère prévoit la collaboration suivie d'une équipe médicale compétente et prescrit l'implantation dans une ville disposant d'un Centre Médico Psycho-Pédagogique (C.M.P.P.).

La caractéristique essentielle pour toutes ces sections ou classes d'adaptation est que les affectations peuvent être remises en cause périodiquement. L'observation continue, les réunions de synthèse et le

14. TORAILLE, *Cahiers de l'Enfance Inadaptée*, n° 202, Novembre 1975.

bilan écrit permettent à tout moment une orientation et une réinsertion dans la classe normale. La durée *maxima* de ce genre de placement ne doit pas dépasser deux ans.

... qui amènent une restructuration

Une grande restructuration est donc nécessaire ; elle est entamée ; des transferts de postes ont lieu ; des reconversions de maîtres sont effectuées. Mais les moyens sont limités et la charge financière doit être étalée, comme pour toute réforme qui se veut sérieuse, sur une dizaine voire une quinzaine d'années. Ainsi, si le Rapport de la Commission EDUCATION et FORMATION préparant le 7^e Plan chiffre le nombre des G.A.P.P. existant à la rentrée 1975 à 1 000, le rapport de l'Ecole Nationale d'Administration (E.N.A.) sur la « Réduction des inégalités dans l'éducation » estime le nombre de G.A.P.P. à créer d'ici 1980 à 6 500 et chiffre même le coût d'un G.A.P.P. à 120 000 francs en année pleine. Sur le plan départemental la restructuration de l'enseignement spécialisé est engagée. Il n'y a plus d'ouverture d'écoles autonomes de perfectionnement, celles existantes « éclatent » souvent au départ à la retraite des directeurs ou lors de l'ouverture d'une S.E.S. dans le secteur de recrutement. Certaines classes de perfectionnement sont transformées en classes d'adaptation, mais le plus souvent donnent lieu à un transfert de poste au profit d'un G.A.P.P. ou d'une classe « spéciale » telle celle prévue pour enfants trisomiques pour la rentrée de 1978 à Strasbourg. M. Schmidt a eu, en classe de perfectionnement, durant trois ans, une telle enfant mongolienne et

Je peux dire que l'adaptation à la classe et aux autres élèves a été d'un grand bénéfice et pour elle et pour ses camarades ; la fillette était une élève à part entière au milieu des autres et sa socialisation et son insertion dans la classe se sont très bien faites.

Encore faut-il passer des postes aux personnes, pouvoir les former et les nommer...

Le plan de stabilisation économique mis en place ne permet alors pratiquement aucune création nouvelle. Les seules ouvertures possibles sont les postes de maîtres spécialisés dans les S.E.S. nouvellement créées et les postes de professeurs techniques et un ou deux postes de secrétaire de Commission de circonscription (un poste pour deux circonscriptions en général). Il faut qu'il y ait *des candidats*, ceci est l'autre face du problème. A ce propos M. Pautrat, Inspecteur Spécialisé, analyse la situation ainsi :

Cela s'explique de deux façons [...] très claires, c'est que pour avoir un G.A.P.P. qui fonctionne correctement, il faut au moins trois personnes : un R.P.P., un R.P.M. et un Psychologue. Ces trois personnes doivent effectuer des stages ;

pour être psychologue il faut effectuer un stage de deux ans à Besançon, ce n'est pas très facile quand on est chargé de famille à Strasbourg de passer deux ans à Besançon, alors les candidatures sont vraiment réduites ; nous sommes dans une période « euphorique » actuellement, l'année prochaine il va nous arriver 4 psychologues scolaires qui finissent leur dernière année à Besançon. En règle générale on en a un ou deux et cela nous est bien arrivé certaines années de ne pas en avoir du tout.

Alors sur ces psychologues qui sont formés péniblement, il y en a toujours qui vont dans d'autres départements, qui vont dans l'enseignement supérieur, ce qui fait que nous sommes un département très mal pourvu au point de vue psychologues scolaires, puisqu'il y a encore cinq circonscriptions sur dix-sept qui n'ont pas de psychologue scolaire : Sarre-Union, Wissembourg et les trois circonscriptions maternelles. Donc, l'équipement se fait difficilement, alors les rééducateurs sont aussi des gens qui peinent à faire des stages ; pour faire R.P.P., il faut aller à Beaumont si l'on a déjà son C.A.E.I., or, si on a déjà son C.A.E.I. aller à Beaumont, c'est vraiment aller au sacrifice [...] au point de vue financier ; or il faut quand même penser que cela compte aussi pour les gens, quand on a son C.A.E.I. et qu'on fait R.P.P., c'est de l'argent que l'on dépense, c'est une formation supplémentaire qu'on se donne, mais au point de vue de la carrière cela n'apporte rien. [...] si on n'a pas son C.A.E.I. on va à Nancy, cela dure une année. [...] R.P.M. c'est facile, cela se passe à Strasbourg, nous avons plus de candidatures pour R.P.M.. Mais alors quand ces gens-là reviennent, cette année il revient quatre psychologues scolaires, il faudrait donc qu'il nous revienne quatre R.P.P., or il va nous en revenir deux, il faudrait qu'il nous revienne quatre R.P.M., il va nous en revenir cinq ; alors avec cela $4 + 2 = 6 + 5 = 11$, il nous faudrait faire, théoriquement quatre G.A.P.P. avec quatre psychologues il nous faudrait donc douze personnes, on ne les a pas, et si on avait les douze personnes il nous faudrait douze postes [...]. Alors pour avoir ces douze postes il faut fermer, peut-être pas douze classes, le ministère nous donnera peut-être quelques postes, on aura peut-être les quatre postes de psychologues, mais c'est tout, alors on bricole ».

... et pourvoir les postes

A ce problème départemental s'ajoutent certains problèmes locaux, dont celui de la circonscription de Sarre-Union. Là, l'école autonome de perfectionnement mixte comptait quatre classes, l'effectif d'une classe est passé au collège d'enseignement secondaire (C.E.S.) en Section d'éducation spécialisée lors de l'ouverture de cette dernière, et cela se poursuit une année. L'école sera réduite à deux classes de perfectionnement, le poste de directeur va disparaître et les deux classes de perfectionnement seront annexées aux classes élémentaires. Par transformation, ce troisième poste de directeur pourra être récupéré pour implanter un psychologue scolaire, s'il accepte de venir à Sarre-Union, distant de 80 km de Strasbourg, car aucun candidat de la région n'est actuellement en stage à Besançon, ni d'ailleurs à Beaumont, à Nancy ou à Strasbourg. Une autre chance

pour l'ouverture d'un G.A.P.P. à Sarre-Union serait l'intégration dans le département du Bas-Rhin, d'une institutrice R.P.M. de Phalsbourg (Moselle) qui souhaiterait venir travailler à Sarre-Union, ne trouvant pas de poste correspondant dans ce secteur de la Moselle (Phalsbourg - Sarre-Union = 20 km). Cette intégration demandée sera peut-être obtenue, nous aurions ainsi un G.A.P.P. incomplet encore, mais néanmoins un embryon. Cette situation locale est parfaitement résumée par un extrait de l'entretien avec M. Krieger, Inspecteur départemental de la Circonscription de Sarre-Union qui, à la question : « Pensez-vous pouvoir prochainement obtenir l'ouverture d'un G.A.P.P. à Sarre-Union » ? répondit :

Oui, une telle ouverture est, semble-t-il, programmé par les services de l'Inspection Académique de Strasbourg et je pense que nous pouvons nous en réjouir. Seulement il faut dire tout de suite que Sarre-Union est une circonscription extrême du département du Bas-Rhin, c'est une circonscription rurale dont le chef-lieu se situe en gros à 80 km de la ville principale de Strasbourg. Et nous avons des problèmes de recrutement en personnel au niveau des G.A.P.P., c'est-à-dire qu'il faut trouver un psychologue qui accepte de venir à Sarre-Union, de s'expatrier à Sarre-Union et qu'il faut également trouver des rééducateurs qui acceptent également de venir à Sarre-Union. L'idéal bien sûr, serait de trouver des candidats qui sont installés sur place. Jusqu'à présent les sondages, les incitations effectuées n'ont pas donné beaucoup de résultats.

Dans le Bas-Rhin la transformation des structures établies vers les structures nouvelles préconisées par l'adaptation scolaire et l'éducation spécialisée se heurte donc à deux problèmes essentiels : d'une part, l'absence de postes budgétaires nouveaux et donc la nécessité de mesures de carte scolaire qui ouvre des postes nouveaux en fermant d'anciens et, d'autre part, la pénurie de candidats instituteurs pour les G.A.P.P.

En une trentaine d'années, les villes et bourgades d'un département ont été dotées de structures intégratives en commençant par la capitale, Strasbourg, qui disposait depuis la fin du XIX^e siècle d'un tel équipement¹⁵. Se posent dès lors une multitude de questions auxquelles des travaux semblables devraient répondre, en déparisianisant la recherche comme nous y invite Guy Thuillier¹⁶ :

- cet équipement, en 1972, semble suffisant, au moins du point de vue scolaire. Or si l'on considère la carte des équipements pour enfants et adolescents handicapés¹⁷ publiée par Bernard Azéma, l'Alsace

15. SCHMIDT Jean-Thomas, LERCH Dominique, « Aux origines de l'enseignement spécialisé en Alsace : les classes auxiliaires à Strasbourg de 1889 à 1918 », *Handicap*, N° 105-106, 2005, pp. 7-19.

16. *Bulletin d'histoire de la Sécurité Sociale*, 37, 1998, p. 82.

17. « La personne handicapée, l'associatif et le politique : esquisse d'une géopolitique du handicap en France », *Hérodote*, 92, 1999.

apparaît moins dotée que la Moselle et huit fois moins que certains départements! Certes, le manque de places signalé en structures spécialisées confirme cet écart. Mais pour partie. Il convient donc de mesurer des évolutions départementales différentes.

- Des témoignages d'enseignants, de parents, des histoires de vie d'enfants nous manquent terriblement.
- L'originalité de l'Alsace demeure longtemps avancée dans la prise en compte d'une débilité légère, à l'égard du modèle allemand. Cette province dispose, en 1920, de la moitié des enseignants français dans le domaine de la « débilité légère ». Cela donne donc une épaisseur historique à la question de l'éducation des enfants handicapés. Mais, de même que ce concept est fortement mis en doute dans les années 1970-1980, il est mis en question dès 1907 par un médecin scolaire qui effectue des statistiques précises : Eugène Schlesinger. Il y a donc le sentiment d'un recommencement sans prise en compte quelconque du passé avec des évolutions importantes, marquées par les circulaires sur les groupes d'aide pédagogique, elles-mêmes bientôt critiquées, et la loi d'orientation de 1975. Mais l'inventaire de succession n'est pas traité pour l'action immédiate. C'est un peu le sentiment de l'auteur, lorsque, sous la pression européenne¹⁸, on change de cap et on promeut l'inclusion¹⁹ : du passé, pouvons-nous faire table rase? Non, répond Marie-Claude Courteix²⁰ qui rappelle la majeure de la loi de 1975 : « Les enfants et adolescents handicapés sont soumis à l'obligation éducative. Ils satisfont à cette obligation en recevant soit une *éducation ordinaire* (c'est-à-dire inclusive lis-je en 2009), soit, à défaut, une *éducation spéciale* [...] » (Article 4 de la loi du 30 juin 1975). C'est donc bien le pilotage, national et départemental qui est dès lors posé, dans un sens certes d'action, mais aussi de réflexion, de partage des objectifs...

18. *Les besoins éducatifs particuliers : textes fondamentaux européens et internationaux*, INS-HEA, 2005, 94 p., constitue un recueil commode.

19. Loi du 11 février 2005, Pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.

20. COURTEIX Marie-Claude, « Vie scolaire et intégration des enfants et adolescents handicapés, vingt ans après le vote de la loi d'orientation du 30 juin 1975 », *Le Courrier de Suresnes*, n° 66, 1996, 1, pp. 93-101.

Sigles Utilisés

A.P.E.I.	Association du Personnel de l'Enfance Inadaptée
C.A.E.A.	Certificat d'Aptitude à l'Enseignement des Arriérés
C.A.E.I.	Certificat d'Aptitude à l'Enseignement des Inadaptés
C.E.S.	Collège d'Enseignement Secondaire
C.M.P.P.	Centre Médico Psycho-Pédagogique
E.N.-A.P.E.I.	Education Nationale - Association du Personnel de l'Enfance Inadaptée
G.A.P.P.	Groupe d'Aide Psycho-Pédagogique
I.M.E.	Institut Médico-Educatif
R.P.M.	Rééducateurs en Psycho-Motricité
R.P.P.	Rééducateurs en Psycho-Pédagogie
S.E.S.	Section d'Education Spécialisée

Annexes

Annexe 1 : Evolution et expansion de l'enseignement spécialisé de 1966 à 1972 dans le Bas-Rhin Progression de 1966 à 1972

Rentrée	Classes de perfectionnement	Classes Spécialisées (handicaps divers)	Total	Nombre de classes en plus	augmentation
1966	121	28	149		
1967	138	32	170	+ 21	+ 14,09 %
1968	159	34	193	+ 23	+ 13,52 %
1969	169	38	207	+ 14	+ 7,25 %
1970	189	38	227	+ 20	+ 9,66 %
1971	207	47	254	+ 27	+ 11,89 %
1972	226	48	274	+ 20	+ 7,87 %

La progression de 1966 à 1972 est de 125 postes soit + 83,89 %.

Annexe 2 : Elèves, Maîtres et taux de spécialisation des Maîtres

Rentrée	Elèves	Maîtres	Maîtres spécialisés	%
1966	2.551	176	101	57,39 %
1967	2.905	201	112	55,72 %
1968	3.115	227	127	55,94 %
1969	3.387	246	153	62,19 %
1970	3.650	262	187	71,37 %
1971	3.978	294	208	70,74 %
1972	4.260	314	228	72,61 %

L'implantation d'un Centre de formation à Strasbourg même permet ce bon taux de spécialisation.

Annexe 3 : Evolution des titulaires du C.A.E.I. issus du Centre de Formation de Strasbourg

Année scolaire	Candidats	Total depuis 1964-1965
1964-1965	10	
1965-1966	10	20
1966-1967	10	30
1967-1968	12	42
1968-1969	25	67
1969-1970	29	96
1970-1971	37	133
1971-1972	38	171
1972-1973	23	194
1973-1974	27	221

En 10 ans, 221 candidats ont obtenu le C.A.E.I. dans le Bas-Rhin.

Annexe 4 : Ecoles Autonomes du Bas-Rhin en 1972

Villes	Nombre de classes	Nombre d'élèves
Schiltigheim	6	90
Bischheim	4	58
Illkirch	4	56
Bischwiller	4	65
Haguenau	8	126
ENP Illkirch-Graffenstaden	6	148
Strasbourg	72	1,100
Total du département	104 classes	1 643 élèves

Annexe 5 : Liste des classes annexées accueillant des déficients intellectuels en 1972

Secteur public	Nbre de classes	Nbre d'élèves
Strasbourg	5	86
Circonscription Strasbourg Campagne I		
Schiltigheim Leclerc	3	48
Oberhaubergen	1	14
Brumath	2	33
Hoenheim	2	28
Vendenheim	1	18
Truchtersheim	1	17
Circonscription Strasbourg campagne II		
La Wantzenau	2	30
Drusenheim	1	15
Soufflenheim	2	27
Circonscription de Sélestat		
Andlau	1	14
Barr	1	17
Dambach	1	15
Marckolsheim	1	15

Sundhouse	1	12
Scherwiller	1	15
Châtenois	1	16
Villé	1	15
Sélestat	6	92
Circonscription de Molsheim		
Molsheim	3	46
Mutzig	1	17
Schirmeck	1	16
Wasselonne	2	32
Circonscription d'Erstein		
Erstein	2	32
Benfeld	2	28
Obernai	3	49
Ostwald	1	14
Eschau	1	11
Lingolsheim	3	25
Geispolsheim	1	14
Circonscription de Saverne		
Saverne	3	46
Bouxwiller	1	16
Hochfelden	1	16
Circonscription de Haguenau		
Reichshoffen	2	27
Niederbronn	2	33
Haguenau	non connu	non connu
Circonscription de Wissembourg		
Lauterbourg	1	16
Seltz	1	15
Soultz-sous-Forêt	1	12
Woerth	1	12
Wissembourg	4	54
Lembach	1	13

Circonscription de Sarre-Union		
Sarre-Union	3	47
Drulingen	1	18
Wingen-sur-Moder	1	17
Diemeringen	1	9
Ingwiller	1	16

Secteur privé	Nbre de classes	Nbre d'élèves
Bischwiller Foyer	3	39
Bischwiller Sonnenhof	1	16

Total général des secteurs public et privé : 83 classes et 1 232 élèves.

Annexe 6 : Liste des S.E.S. du Bas-Rhin en 1972

Cronembourg	4 classes	58 élèves
Erstein	5 classes	74 élèves
La Broque	5 classes	65 élèves
Lingolsheim	5 classes	86 élèves
Sélestat	5 classes	80 élèves

Total général S.E.S. : 24 classes et 363 élèves (19 maîtres).

Annexe 7 : Tableau récapitulatif de l'équipement pour déficients intellectuels en 1972

Etablissement	Nbre de classes	Nbre d'élèves	Nbre de maîtres
19 écoles autonomes	98	1 495	98
1 E.N.P.	6	148	11
50 écoles primaires	83 (annexées)	1 232	83
5 S.E.S.	24	363	19

Total général : 211 classes et 3 238 élèves. 211 maîtres dont 168 spécialisés.

*Annexe 8 : Equipement pour autres déficients - Cas sociaux
et postes divers dépendant de l'Inspection de l'Enfance
Inadaptée du Bas-Rhin en 1972*

	Nombre de classes	Nombre d'élèves
Cas sociaux		
Secteur public : E.N. 1 ^{er} degré	6 (1 perf.)	138
Secteur privé :		
Foyer de l'enfance Strasbourg	2	39
Bureau d'affrètement	1	10
Total	9	187
Déficients sensoriels		
Secteur public :		
Haguenau Amblyopes	1	10
Mouettes Amblyopes	2	20
Secteur privé :		
Bruckhof Mal-entendants	1	10
Total	4	40
Déficients physiques		
Secteur privé :		
Faisanderie EPA	6 (2 perf.)	131
Le Hohwald	2	35
Parc d'Albay	2	42
Clinique Puériculture	1	14
Total	11	222
Handicapés moteurs		
Secteur privé :		
Polygone	6 (2 perf. + 1 trans)	67
Clinique infantile	1	7
Hospice Stéphanie et lac Blanc	3	35
Total	10	109
Troubles comportement et conduite		
Secteur public, justice :		
Maison d'arrêt Strasbourg	1	20
Centre-Ecole Oermingen	1	24

Secteur privé :		
Freihof	1	15
La Broque-Oberlin	3	42
Total	6	101
Réadaptation psycho-pédagogique		
Les mouettes Strasbourg	4	48
Neufeld	1	13
Schwilgué	1	20
Total	6	81
Total général	46	740

Rééducation Psycho-Motrice	
Les Mouettes Strasbourg	1 poste
Postes divers :	
Direction	3 postes
Psychologue scolaire	1 poste
C.M.D.P.	1 poste
Secrétariat Inspection	1 poste
Conseiller Pédagogique	1 poste
Décharge direction	10 postes
Educateurs principaux	2 postes
Educateurs internat	15 postes E.N. 1 ^{er} degré, 16 postes E.N.P.

Total général : 46 classes, 51 postes, 97 postes budgétaires, 740 élèves.

Annexe 9 : Tableau récapitulatif par secteur public ou privé et par handicaps

Année 1972

Equipements selon handicaps	Secteur public		Secteur privé		Total classes	Total élèves
	Classes	Elèves	Classes	Elèves		
Déficients intellectuels	183	2 820	4	55	187	2 875
Cas sociaux	6	138	3	49	9	87
Déficients sensoriels	3	30	1	10	4	40
Déficients physiques	0	0	11	222	11	222
Handicapés moteurs	0	0	10	109	10	109
Troubles du comportement et de la conduite	2	44	4	57	6	101
Réadaptation psycho-pédagogique	2	33	4	48	6	81
Postes divers	51				51	
Total général	196	3 065	37	550	233	3 615

Résumé

Avec la reconstruction et surtout les trente glorieuses, des moyens importants sont mis en place pour accueillir, dans un enseignement séparé, des enfants handicapés. Au moment où la Loi d'orientation en faveur des personnes handicapées de 1975 vient structurer ce champ, le Bas-Rhin a tissé sa toile dans ce domaine. Comme dans les autres départements annexés, l'enseignement spécialisé y est précoce (1897) et la moitié des enseignants spécialisés en France, avant l'effort du Front Populaire, est alsacienne. Une inspection spécialisée est créée (1966), des sections d'éducation spécialisée ouvrent en collège (1969). Un dispositif complexe, couvrant différents handicaps, existe en 1977 lorsque l'expansion prend fin et que naissent les groupes d'aide psycho-pédagogiques, actuels réseaux d'aide, mis en pièce depuis 2009.

Zusammenfassung

In den Jahren des Wiederaufbaus und vor allem während der „dreißig Glorreichen“ („trente glorieuses“: die Jahre von 1945 - etwa 1975, in Frankreich so genannt wegen des starken wirtschaftlichen Aufschwungs und in Anlehnung an die „trois glorieuses“, die drei Jahre nach dem Sturz von Charles X) werden für die Aufnahme behinderter Kinder in Sonderschulen beträchtliche Mittel freigesetzt. 1975 erhält dieser Bereich durch das „loi d'orientation“ (d. i. ein Gesetz, das die Richtlinien bei grundlegenden gesellschaftlichen Neuordnungen festlegt) zur Besserstellung der Behinderten neue Strukturen geschaffen. Das ist der Zeitpunkt, zu dem das Département Bas-Rhin in dieser Domäne sein Netz flicht. Wie in den übrigen Départements, die 1871 vom Deutschen Reich annektiert worden waren, hat dort die Sonderschule einen Vorläufer (1897), und bis sich die Volksfrontregierung (1936/37) erneut der Sache annimmt, stammt die Hälfte der Lehrkräfte der Sonderschulen aus dem Elsaß. 1966 wird eine eigene Schulaufsichtsbehörde eingerichtet, 1969 werden bestimmte Sonderschulen ein eigener Typ Höherer Schulen. Als 1977 der weitere Ausbau beendet ist, Gruppen für psycho-pädagogische Unterstützung geschaffen werden – die 2009 aufgeteilt werden – sind diese Bestimmungen für die verschiedenen Behinderungen ein Wirrwarr von Texten.

Summary

Along with after war reconstruction and the prosperous thirty years to follow, important dispositions were taken to house handicapped children in separate schools. When the 1975 law for the protection of handicapped persons was voted, the Bas-Rhin network of specialized schools was already there. Like in the other departments annexed by Germany, specialized schools had opened as early as 1897, i.e. 50 % of all French specialized schools before the considerable effort made by the 1936 Popular Front. A special inspection service was created in 1966, and specialized education sections opened in secondary schools in 1969. An elaborate system taking into consideration each type of handicap culminated in 1977, when a new form of psycho-pedagogical help group networks was created and dismantled years later, in 2009.